

# La lettre

des élu-e-s affilié-e-s à l'ANECR du groupe  
*Nouveau Monde En Commun*



Yolande Guinle, Myriam Martin, Marie Piqué, Mylène Vensentini,  
Patrick Cases, Nicolas Cossange, Jean-Luc Gibelin, Serge Regourd

N° 6

OCTOBRE 2016

## L'EDITO

### METTRE EN ŒUVRE LES ENGAGEMENTS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

**L**es prochaines semaines verront se tenir plusieurs réunions de la majorité régionale sur le fonctionnement du conseil régional et des outils démocratiques, sur les orientations budgétaires de 2017, sur la restitution provisoire des états généraux du rail et de l'intermodalité. Nous aurons l'occasion d'y revenir au fur et à mesure.

Notre groupe aura l'occasion de porter des propositions lors de ces réunions. Nous tiendrons une journée de travail début no-

vembre en ce sens.

L'objectif est bien toujours de mettre en œuvre les engagements de la campagne électorale. Nous avons une place originale et nous tenons à la valoriser dans l'intérêt des populations.

Nous voulons articuler les sujets politiques et les propositions concrètes, les prises de positions et les réalisations...

Nous avons toujours l'ambition de tenir dans les prochains mois des réunions de compte-rendu de mandat dans le cadre du

groupe *Nouveau monde en commun*.

Parallèlement, nous continuons à organiser des journées thématiques dans les territoires. Nous sommes aussi, bien entendu, disponibles pour répondre aux sollicitations multiples que les organisations locales peuvent nous proposer.

A très bientôt donc.

## LE CALENDRIER

**Lundi 7 novembre** : Exécutif régional.

**Vendredi 18 novembre** : Commission permanente.

**Lundi 21 novembre** : Exécutif régional.

**Jeudi 24 et vendredi 25 novembre** : Commissions sectorielles.

**Lundi 28 novembre** : Assemblée plénière.

**Lundi 12 décembre** : Exécutif régional.

**Vendredi 16 décembre** : Commission permanente.

## A noter

Pour suivre l'actualité du groupe *Nouveau Monde en Commun*, visitez régulièrement les sites :

<http://nouveaumondeencommun.fr/>

<https://fr-fr.facebook.com/nouveaumonde.encommun/>

LES ÉLU-ES RÉGIONAUX

**NOUVEAU MONDE**  
*en Commun*

LE RASSEMBLEMENT CITOYEN, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE  
RÉGION OCCITANIE - PYRÉNÉES - MÉDITERRANÉE

## La lettre

des élu-e-s affilié-e-s à l'ANECR du groupe *Nouveau Monde En Commun*



Lettre mensuelle des conseillers régionaux du groupe *Nouveau Monde En Commun*, membres de l'ANECR  
Directeur de publication : Jean-Luc Gibelin

Comité de rédaction : les élu-e-s affilié-e-s à l'ANECR du groupe NMEC. Réalisation et graphisme : René Granmont, Virginie Mailles-Viard

## LES TRAINS D'EQUILIBRE DU TERRITOIRE (TET), LE DESENGAGEMENT DE L'ETAT !

Le 21 juillet, le secrétaire d'Etat a annoncé sa feuille de route concernant les trains d'équilibre du territoire. Pour les trains de nuit, seul est maintenu le train pour La Tour de Carol et celui pour Tarbes jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2017 uniquement. Pour les trains de jour, le Paris-Orléans-Limoges-Toulouse est maintenu, mais va subir des travaux importants durant de nombreux mois. La liaison Bordeaux-Marseille est confirmée, mais la suppression d'un TGV vers Lyon diminue de fait les liaisons entre Toulouse et Montpellier. La liaison Toulouse-Hendaye est assurée, mais le type de matériel roulant n'est pas encore défini. Les liaisons vers le Massif Central, l'Aubrac et le Cévenol ne sont pas annoncées par le ministère dans les lignes nationales. Cela a entraîné de nombreux contacts directs et indirects pour faire pression, tant pour les trains de nuit que pour les trains de jour... La position de la Région Occitanie est très claire : nous ne sommes pas demandeurs d'un transfert des lignes TET sur le conseil régional. C'est une responsabilité de l'Etat et elle doit le rester... Nous sommes aux côtés des cheminots, de leurs organisations syndicales, des associations d'usagers, des élu-e-s qui se mobilisent

pour le maintien des trains d'équilibre du territoire. C'est une question d'égalité des territoires.

Bien entendu, nous restons mobilisés et déterminés pour répondre aux besoins des populations.

J'ai rencontré les associations qui ont souhaité me contacter sur ces sujets, j'ai rencontré plusieurs fois les organisations syndicales de cheminots.

Nous ne laisserons pas « tomber » les populations desservies par ces trains quand nous connaîtrons les contours de la décision définitive du ministère ainsi que ses conséquences précises.

Nous y reviendrons dans un prochain article.

Jean-Luc Gibelin  
Vice-président  
en charge des Mobilités  
et des Infrastructures  
de Transports

### Expressions

#### Communiqué de presse de Jean-Luc Gibelin

### SOUTIEN AUX MOBILISATIONS DU 15 OCTOBRE 2016

**Jean-Luc Gibelin, Vice-Président en charge des Mobilités et des Infrastructures de Transports pour la Région Occitanie, Pyrénées-Méditerranée se rendra sur plusieurs sites de rassemblement et de mobilisation ce samedi 15 octobre, en soutien aux diverses actions de défense des trains d'équilibre du territoire et des lignes en danger.**

**A partir de 8h** : point de presse en **gare d'Alès**, autour de la question de la réouverture de la ligne Alès-Bessèges et du maintien de la ligne du Cévenol.

Dans le cadre des rassemblements organisés par l'association des élus pour la Défense du Cévenol, de **11h30 à 13h30** : participation à initiative du Comité de Défense en **gare de Génolhac**, pour le maintien du statut national du Cévenol face au risque de désengagement de l'Etat sur les TET desservant les zones rurales du Massif Central.

**15h30-17h30** : Participation à l'initiative en **gare de Langogne**.

Jean-Luc Gibelin apporte également son soutien total aux actions auxquelles participent ce même samedi 15 octobre Mylène Vésentini et Patrick Cases, respectivement conseillers régionaux du groupe Nouveau Monde en Commun de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.

Soutien à l'action en **gare de Perpignan**, pour le maintien des trains d'équilibre du territoire, liaison indis-

pensable pour notre région. Petit déjeuner à la gare pour accueillir le train de nuit de Paris de 7h12 !

Soutien à la mobilisation, pour la défense du tronçon Limoux-Quillan, en **gare de Limoux**, à partir de 11h. La régénération de cette ligne reste une priorité afin de rénover en totalité la ligne Carcassonne Quillan et permettre la circulation des TER dans son intégralité.



## SERVICE PUBLIC OU SERVICE AU PUBLIC ?

Le congrès de l'association des maires et élu-e-s du Lot s'est tenu en présence de Jean-Michel Baylet, ministre de la Ruralité, de l'Aménagement du territoire et des Collectivités.

Le ministre a appelé à la fermeté républicaine face aux résistances à la loi, « *parce que les principes de la démocratie nécessitent d'écouter l'autre* ». Les manifestants contre la « loi travail » apprécieront toute la truculence des propos d'un représentant du gouvernement plus enclin au 49.3 qu'au dialogue social ...

Le ministre a donc égrainé « ses solutions » en matière de service public et d'accès aux soins dans un contexte continu de baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement aux collectivités.

La sacro-sainte loi NOTRe s'appliquera sans discernement, balayant la démocratie de proximité au mépris des élu-e-s locaux et des citoyen-ne-s, regroupant à marche forcée les intercommunalités et si-

phonnant les communes de leurs prérogatives, démonstration édifiante d'une bien étrange conception de la démocratie.

Pour ce qui est des services publics en milieu rural, le ministre promeut la création de « *maisons de service au public* ».

Le glissement sémantique de service public à service au public n'est pas neutre et révèle bien la paupérisation des moyens de la puissance publique, cette logique délétère vient concourir aux fermetures de bureaux de postes, de trésoreries, d'écoles...

Ne perdons pas de vue que ces contraintes budgétaires relèvent bien d'un choix politique. Le gouvernement sacrifie l'intérêt général et privilégie des mesures très contestables comme le CICE (Crédit d'impôt compétitivité-emploi) dont bénéficient des grands groupes qui n'hésitent pas à licencier ou supprimer des emplois (Sanofi, Auchan, La Poste, PSA).

Concernant l'accès aux soins, le ministre met en avant la création de maisons plu-

ridisciplinaires de santé, dispositifs auxquels, par ailleurs, nous concourons en région Occitanie.

J'observe avec attention l'implantation et l'évolution de ces structures dont le foncier bâti est financé par la puissance publique pour abriter des activités de médecine libérale. Même si elles répondent de toute évidence à un besoin, le bilan me semble contrasté.

Pour ma part, je considère que la forme Centre de Santé est très pertinente et efficace face à l'urgence de la situation en termes de démographie médicale.

Récemment plusieurs exemples d'implantations de Centres de Santé, là où la structuration en maisons pluridisciplinaires avait échoué, accréditent la modernité du projet et son attractivité pour des praticiens souhaitant un statut salarié.

La structure Centre de Santé permet effectivement à une collectivité locale, une association ou une coopérative d'implanter et de salarier des professionnels de santé quand les praticiens libéraux désertent les territoires.

En ma qualité de Vice-Présidente de la région aux services publics, je tiens à réaffirmer mon attachement à un service public de proximité et au maintien de son statut, seul garant d'une administration neutre, impartiale et égalitaire, protégeant les droits fondamentaux des citoyens.

Marie Piqué  
Vice-Présidente  
en charge des Solidarités,  
Services publics,  
de la vie associative  
et du logement

J'❤️ LE  
SERVICE  
PUBLIC

NOTRE BIEN  
COMMUN

## LES AGENTS REGIONAUX DES LYCEES : DES PERSONNELS DE LA REGION A PART ENTIERE

La nouvelle grande région Occitanie comprend en son sein plus de 6 600 salariés, environ 1 800 dans les services dits généraux et 4 800 dans les établissements scolaires du second degré, les lycées. Ces 4 800 agents régionaux des lycées (ARL) sont aujourd'hui confrontés à des conditions de travail diffi-

Or que constate-t-on? Une prise en compte pas assez sérieuse de ces problèmes par des remplacements insuffisants ou par des temps partiels.

Nous sommes aujourd'hui à l'heure de la fusion et de l'harmonisation entre les deux ex régions avec des mesures qui ont déjà été prises concernant le régime indemnitaire des agents. Ce régime indemnitaire a été harmonisé par le haut, ce dont on peut se féliciter.

Mais cette mesure ne peut à elle seule suffire à relever les défis qui sont devant nous : résorption de la précarité par la titularisation des agents contractuels ( le dispositif Sauvadet l'exige jusqu'au 12 mars 2018, mais ce dispositif ne sera pas suffisant pour résorber la précarité), la révision à la hausse des dotations en agents octroyées aux établissements, l'amélioration des conditions de travail par l'aménagement des postes de travail et les moyens mis à disposition pour rendre les tâches moins difficiles.

Sans ces efforts (ainsi que la revalorisation des salaires pour rendre plus attractive la profession) qui doivent être effectués pour répondre aux demandes légitimes des agents, les problèmes non seulement demeureront, mais vont

aller en s'accroissant, aggravant la souffrance au travail.

De plus, confrontés à la double hiérarchie issue de la décentralisation, les ARL n'en restent pas moins des agents de la Région et cette dernière doit donc se préoccuper davantage de leur sort.

Prendre la mesure de toutes ces difficultés, c'est prendre la mesure du rôle essentiel que ces agents jouent au sein des établissements : un rôle charnière car la qualité de l'accueil, l'hygiène, la qualité du service tant en cuisine que dans les salles de cours dépendent d'eux et de leurs capacités ou possibilités de pouvoir effectuer leur travail. Ces agents sont partie prenante de la communauté éducative. La nouvelle région Occitanie doit en tenir compte. Il y va de la santé au travail de ces agents et de la qualité du service public.

Myriam Martin  
Présidente de la Commission  
Education, Jeunesse



ciles. L'entretien des établissements, le travail en cuisine, le service correspondent à des métiers dont la pénibilité n'est plus à démontrer.

Depuis 2003 et la décentralisation, les agents dépendent de la Région. Il est normal qu'ils attendent de cette collectivité une écoute particulière quant aux exigences légitimes que les agents et leurs représentants syndicaux font valoir régulièrement.

En effet, non seulement le travail d'agent est pénible, mais en plus il concerne un milieu vieillissant dans notre région et accidentogène. Ce qui amène de nombreux agents à s'arrêter de travailler pour des raisons médicales ou bien à observer des préconisations médicales, les deux phénomènes ayant pour conséquence d'empêcher une exécution normale du travail.



## CULTURE ET ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Le budget régional 2016 dans le domaine de la culture a consisté pour l'essentiel à reconduire le budget 2015. Avec une précision non négligeable : sans amputation de crédits alors que le budget global subissait une baisse de 5%. L'accord politique de sanctuarisation de la culture à hauteur minimum de 3% du budget global (3,2 % en réalité) était donc respecté.

Cette situation est-elle pour autant satisfaisante ? La réponse est hélas négative au regard d'un principe essentiel en matière de politique publique, et particulièrement pour des politiques de gauche : le principe d'égalité de traitement qui se conjugue en trois volets : égalité des "acteurs" des activités culturelles, égalité des usagers, c'est-à-dire des citoyens-spectateurs, et égalité des territoires, en particulier égalité entre les territoires ruraux d'une part et les territoires urbains et métropolitains d'autre part. Dans le cadre d'une société en crise économique et sociale, dans laquelle le lien social est en voie de dissolution, cette égalité culturelle est essentielle.

Or, de ce point de vue, la fusion des deux ex-régions de

les citoyens ont perçu la soumission de ceux qui nous gouvernent et leur absence de volonté à faire évoluer le cours des choses ?

Mais le plus préoccupant est que dans tous les groupes politiques – y compris le nôtre – certains élus se comportent avant tout comme des représentants de leurs territoires spécifiques, en l'occurrence comme les défenseurs de structures de l'ex Languedoc-Roussillon selon une logique de corporatisme "localiste". Ce localisme, qui n'est qu'une forme miniature de nationalisme, est préoccupant. Afin d'éviter tout malentendu, je précise qu'il ne concerne aucun des communistes de notre groupe, pas davantage que les principaux responsables écologistes. Seulement quelques personnalités dont la lucidité politique n'est pas la qualité première. La pire des attitudes étant celle qui consiste à prétendre « *harmoniser par le haut* » c'est-à-dire à ne remettre en cause aucun privilège, ce qui budgétairement, ne permet aucun redéploiement. Certains des plus intransigeants révolutionnaires se retrouvent alors sur les positions des conservateurs traditionnels.



Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon fait apparaître de saisissantes inégalités : pour schématiser, il suffit de retenir que le budget culture dans la première ex-région était de 22 millions d'euros alors que celui de la seconde était de 40 millions d'euros pour 5 départements contre 8, et un nombre de communes sensiblement inférieur. Ces chiffres révèlent surtout une inégalité de traitement entre des acteurs culturels comparables. Sans qu'il soit besoin de multiplier les exemples, rappelons par exemple que l'orchestre de Montpellier est subventionné à hauteur de 4 millions d'euros alors que celui de Toulouse l'est à hauteur de 500.000 euros, soit un rapport de 1 à 8. Dans le domaine des festivals de musique, celui de Radio-France à Montpellier reçoit 2 650 000 euros alors que le non moins célèbre festival de jazz de Marciac reçoit 160 000 euros... Des inégalités aussi nettes concernent les diverses activités culturelles même s'il conviendrait de prendre en compte nombre d'éléments explicatifs. Mais le propre d'un discours conservateur est toujours de trouver des explications pour ne rien changer aux injustices qui frappent nos sociétés. Je pense, à l'inverse, que le propre du politique consiste dans la capacité à corriger ces injustices. Comment ne pas voir que la grave crise de la représentation politique aujourd'hui provient du fait que

J'évoque cette question de manière sereine car précisément notre groupe pluriel a pu mener ce débat et convenir d'un accord politique faisant taire les pulsions "localistes". L'honnêteté politique et intellectuelle conduit à souligner que ces différences d'appréciation ne recourent pas nécessairement les clivages entre composantes politiques. Ces différences renforcent même l'unité du groupe. C'est ce que l'on appelle la dialectique !

Mais celle-ci va être confrontée à la réalité du débat budgétaire qui commence en novembre. Ce sera une épreuve de vérité pour notre groupe, et plus généralement, pour la majorité plurielle à laquelle nous appartenons.

Serge Regourd  
Président de la  
Commission Culture

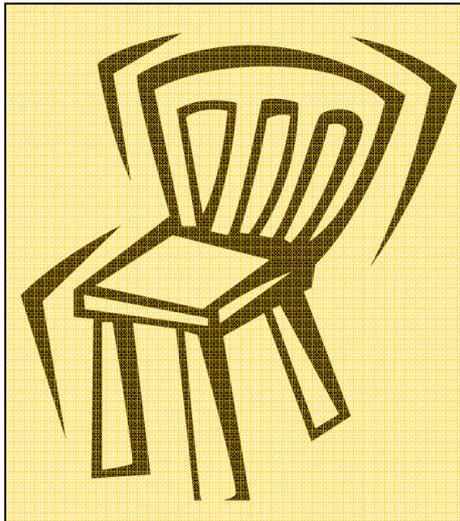
## BOUGEONS LES CHAISES !!!

Les dernières commissions sectorielles se sont déroulées, avec leur lot de rapports où, en plus au moins une heure, tous les dossiers sont soumis aux votes. Auparavant, tous les rapports ont été étudiés par les membres de notre groupe. Des réunions internes sont même organisées pour que chacun puisse donner son avis. Ces échanges représentent une somme importante d'heures, de réflexions et les élu-es de *Nouveau Monde en Commun* le font avec sérieux et assiduité. A titre d'exemple, le rapport sur l'agriculture est un pavé d'au moins huit cents pages. Nous ne perdons pas de vue que derrière chaque rapport, il y a des femmes, des hommes, des situations économiques, des colères et des espoirs, mais aussi des choix contraires à nos valeurs. Les réunions des commissions sectorielles donnent parfois l'impression d'être intemporelles, hors des territoires, alors qu'elles sont la respiration des enjeux politiques de notre région.

Après dix mois de mandature il me semble que nous devrions installer plus souvent les chaises de nos salles de réunion sur nos territoires. Il est vrai que la mise en place de la grande région, sous la coupe de la loi NOTRE, est dévoreuse de temps et de kilomètres. Malgré cela, notre groupe est en train de marquer la majorité régionale de son originalité. Pour exemple, les États Généraux du Rail et de l'Intermodalité n'étaient pas acquis d'avance. La volonté farouche de notre groupe a permis de relayer vers l'institution les besoins des populations et ceci dans un souci permanent d'égalité. Il est vrai que l'impact est plus important quand la Ré-

gion décide de déployer sa force de communication, comparativement aux moyens de notre groupe. Mais les défis peuvent être relevés et les espaces existent.

Si la mi-octobre a connu un épisode de pluie intense, elle ne peut pas gommer, d'un coup d'éponge humide, les ardoises des cuves de nos caves où des viticulteurs inquiets ont marqué à la craie « *stress hydrique* ». Cette situation nous interpelle parce qu'elle fragilise les exploitations viticoles déjà ébranlées par la concurrence libre et non faussée de l'Europe. Elle interpelle les élu-es des commissions sectorielles de l'agriculture, de l'eau, de l'économie..... C'est pour cela que les élu-es de la délégation FDG, PCF, Ensemble, lancent une initiative conjointe dans les départements ayant subi cette sécheresse. Le 16 novembre, nous organiserons des commissions sectorielles d'un nouveau type dans un village viticole des territoires les plus touchés. Nous serons à l'écoute des besoins et nous échangerons sur les solutions les plus durables à mettre en œuvre pour pérenniser le futur des territoires viticoles, avec



l'ensemble des acteurs de la profession sans oublier les salariés et les citoyens. Bougeons les chaises !

Patrick Cases  
Co-président  
du groupe NMEC

### Expressions

## L'OCCITANIE OUVERTE SUR LA MEDITERRANEE !

Le 21ème siècle sera celui de l'économie de la mer et de la croissance bleue. Occitanie / Pyrénées - Méditerranée est la région de la mer. Ce fut confirmé le 21 octobre à Sète avec l'installation de l'assemblée renouvelée du Parlement de la Mer, l'inauguration du nouveau quai H du port et celle de la Maison régionale de la Mer.

Le Parlement de la Mer est une instance unique au monde qui a prouvé sa capacité à proposer une nouvelle façon de travailler, à produire des

résultats concrets, à faire gagner du temps sur des grands projets.

Avec le quai H, le Conseil régional affiche ses ambitions de conquête de la Méditerranée. Dans le Port de Sète, la Région a investi directement 154 millions d'euros depuis 10 ans. Ce port a un potentiel énorme comme port polyvalent, un port méditerranéen de référence internationale.

La vocation de la Maison Régionale de la Mer est d'être un lieu emblé-

matique pour toute la communauté de la mer. Elle accueillera les réunions de travail du Parlement de la Mer, les conseils portuaires et sera un lieu de prestige pour l'attractivité de nos ports et de notre littoral. Un lieu d'innovation au service de la Méditerranée. Elle sera la vigie des hommes libres qui ont le regard tourné vers les horizons lointains.

Notre région est bien un lien des Pyrénées à la Méditerranée...

Nous y reviendrons dans les prochaines expressions.

## HOMMAGE AUX FUSILLES DE CHATEAUBRIANT A PREMIAN LE 22 OCTOBRE 2016

J'étais présent à l'hommage rendu par la CGT, le PCF, le Souvenir Français et l'Association Républicaine des Anciens Combattant à un hommage rendu aux 27 martyrs de Châteaubriant. Le lieu n'était pas choisi par hasard, Prémian étant la commune d'implantation du premier maquis de la Résistance héraultaise, maquis FTP nommé Jean Grandel, fusillé par les nazis parmi ces 27.

Jean Grandel était le maire et conseiller général communiste de Gennevilliers, il était aussi un héraultais, ancien responsable syndical CGT de la Poste, ancien des Brigades Internationales en Espagne où il avait organisé le service postal.

Cet hommage était une première dont tous les participants appelaient à sa pérennisation dans le temps. Il est né de la volonté de ne plus laisser certains élus et responsables politiques revisiter l'histoire de la Résistance et de la Libération. En effet, je fais partie de ceux, invités aux commémorations de la fin août dans le Biterrois et l'Ouest-Héraultais, qui ont été profondément choqués par la dérive idéologique dans les discours. Pour ces élus et responsables de la droite la plus extrême et de l'extrême-droite, les résistants étaient des têtes brûlées, des aventuriers tendance bandits, des jeunes manipulés... Surtout s'ils étaient communistes ou syndicalistes !

« Qui ne connaît pas son histoire

est condamné à la revivre », jamais cette phrase de Marx n'a autant été d'actualité que dans la période trouble que nous vivons. Une période sans commune mesure avec celle de l'occupation, de la guerre, de la barbarie fasciste, de la peur quotidienne, mais pour certains, du courage, de l'envie de vivre libre au péril d'en mourir, de bâtir dans la résistance une société meilleure pour l'émancipation de toutes et de tous. Une période actuelle où l'on sent que « *le ventre d'où est sorti la bête immonde est toujours fécond* ». Comment ne pas s'inquiéter de la montée du nationalisme guerrier, de la division pour des questions d'origine et de religion. Comment ne pas faire de parallèles entre l'attitude

honteuse de certains élus locaux quant à l'accueil des réfugiés des guerres impérialistes et celle qui a conduit à accueillir dans des camps les réfugiés fuyant le franquisme ?

Avec la participation de Pierre Lopez, ancien résistant et mineur de Graissessac, les différents intervenants ont permis de remettre l'histoire à sa juste place. L'histoire de patriotes, au sens noble du terme. Patriotes car ils se sont battus pour libérer leur pays et, pour beaucoup, le pays qui les avait accueilli, tout en imaginant son futur lui-même libéré de l'exploitation capitaliste et en le mettant en œuvre en 1944 au travers du Conseil National de la Résistance et du programme *Les jours heureux*. Beaucoup qui manient aujourd'hui ce terme de patriote en sont les principaux fossoyeurs, notamment l'extrême-droite qui tire ses racines de la collaboration.

Remettre l'histoire à sa place, c'est notre devoir de mémoire, c'est un combat fondateur pour l'accomplissement de nos propres luttes victorieuses, pour le progrès humain et social, pour le bien-vivre, ensemble et en paix.

Nicolas Cossange

P.S : *La commune de Prémian dispose d'un parcours du souvenir, belle randonnée dans les hauts-cantons que le mauvais temps nous a empêché de parcourir. Elle se termine dans la maison des gardes, où se trouvait le maquis. Cette maison est aujourd'hui dans un état précaire et la commune comme la communauté de commune ont l'intention de la rénover. Je souhaite que le Conseil Régional les y aide.*



Jean Grandel et l'une des planches de la baraque de Châteaubriant



## MANIFESTATION A LIMOUX 1 POUR LES CITOYENS, 0 POUR LE FN

**A**vec mes amis-es, par un 15 octobre ensoleillé, nous voilà partis à une contre-manifestation organisée par le Front National à Limoux, petit village de l'Aude. Quel est le fruit de leur colère ? L'accueil de quelques migrants.

Premier ressenti, avant la manif, des souvenirs plein la tête, histoires de mes grands-parents partis une valise à la main, traversant la frontière italienne avec les enfants sous les bras. Dans la tête d'une petite fille, récit rocambolesque, et ma mère m'expliquant qu'on peut fuir la guerre, comme leurs voisins espagnols le racontaient inlassablement le soir à la veillée, mais qu'on peut aussi, comme eux, fuir la faim. Tout être, jeune, vieux, parent, grand-parent, aspire avec sa famille à vivre en paix, dignement. Alors comment en est-on arrivés là, dans notre pays qui a su si souvent être terre d'accueil ? Comment peut-on rejeter l'autre aussi violemment ? Pourquoi, nous devons chanter, crier ce samedi, le respect et l'amour que nous avons pour l'autre, à celui qui arrivera peut-être à Limoux, ou ailleurs, sans rien ? Les raisons sont multiples, de toute cette colère, la peur de l'autre, l'étranger, le besoin d'un bouc émissaire face à une situation économique catastrophique... Alors rien de nouveau sous le soleil ? Les Syriens qui

députés pour inverser la courbe des ventes d'armes ; promouvoir les lois, les traités européens qui permettent la coopération et non pas la concurrence entre les peuples ; revoir le système financier pour des banques au service des peuples.

Mais il nous faut en même temps condamner tout les propos, les mensonges distillés tous les jours. Les populations qui arrivent aujourd'hui dans nos pays sont non pas des populations de confessions musulmanes, comme le sous-entend le FN, mais bien des Européens, notamment des Espagnols, des Portugais qui fuient la misère chez eux. Pour ce parti, l'immigration coûterait cher. Non elle rapporte, le solde entre ce que l'immigration coûte et rapporte à la France est positif de près de 4 milliards d'euros pour la France (chiffre de 2013). Enfin, permettez une pointe d'humour puisque élue de la commission égalité femme-homme. Pour combattre le climat d'insécurité tant utilisé par le FN, je propose un grand plan national d'opérations massives de changement de sexe des immigrés puisque 97% des détenus de France sont des hommes... Plus sérieusement, nous devons continuer avec d'autres, à demander l'abrogation de la circulaire Chatel qui interdit aux mamans voilées d'accompagner les enfants aux sorties scolaires. Nous devons continuer à réclamer la mise en place d'un récépissé de contrôle d'identité pour lutter contre les contrôles au faciès. Un mot sur le rôle des médias et l'appui de certaines personnalités publiques (Finkelkraut, Zemmour...) et politiques qui banalisent un racisme qui ne dit pas son nom, et finissent par le légitimer. Des études montrent que le débat sur l'identité nationale, en 2009-2010 fut un accélérateur de l'offensive idéologique désignant le musulman comme le nouvel ennemi de l'intérieur. Alors comme citoyenne,



*Le respect de l'autre, la solidarité, l'amitié entre les peuples ... face à la haine !*

fuit leur pays comme les Espagnols ont fui la guerre. Notre pays est au 3ème rang des états vendeurs d'armes au plan mondial, il est l'un des principaux fournisseurs des émirats et dictatures du Moyen-Orient, ce qui a fait exploser ces dernières années les profits des fabricants.

Rien de nouveau non plus pour ces Européens qui fuient la misère. Avec un système économique bien rodé, l'Europe est devenu un grand marché, tout se monnaie de l'automobile à l'énergie, des transports à la culture. Pas question de maîtriser les marchés à tous les niveaux pour faire prévaloir des progrès sociaux, environnementaux et démocratiques. Même si certains ne peuvent plus se nourrir, se soigner, travailler dans leur pays, comme disait Coluche, « *Circulez y a rien à voir !* ».

Alors, me direz-vous, que pouvons nous faire, citoyens élus-es en dehors de s'indigner ? Agir auprès de nos



élue régionale de la République, j'agirai avec d'autres pour que chaque être humain puisse vivre sans peur, dignement dans son pays et que la France reste cette terre d'accueil qu'elle a su être.

Mylène Visentini

## LES COMMISSIONS SECTORIELLES

Elles sont réunies une fois par mois et servent à pré-valider les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la Région, décisions validées en commission permanente.

Il convient aussi de rappeler que tous les services de la région ont été entièrement restructurés durant l'été ; par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'année, les directeurs ont donc pour la plupart changé et les équipes ne sont pas toutes constituées. Enfin, 2016 est l'addition des dispositifs, parfois très différents, des deux ex-territoires.

Pour ma part, je siége dans les commissions :

- 2<sup>e</sup> : solidarités, services publics, vie associative, logement
- 8<sup>e</sup> : emploi, formation professionnelle, apprentissage

- 9<sup>e</sup> : industries, grands groupes, services aux entreprises

Concernant la commission 2, le service a été entièrement renouvelé et l'équipe est en cours de constitution. C'est une des commissions où le périmètre d'intervention n'a pas encore été défini dans la mesure où il n'y a pas eu d'échanges notamment en matière de politique du logement et de vie associative. Les élus membres ont donc demandé une réunion en ce sens ainsi qu'une évaluation des dispositifs existants afin d'élaborer une orientation régionale harmonisée.

Pour les commissions 8 et 9, les schémas régionaux (CPRDFOP : contrat de plan régional de développement de la formation et de l'orientation professionnelle et SRDEII : schéma régional de développement

économique, d'innovation et d'internationalisation) sont actuellement remis à plat et ont fait l'objet de rencontres territoriales afin de définir une politique globale tout en tenant compte des spécificités et des besoins à l'échelle départementale. Le défi est donc de faire en sorte que la priorité soit donnée à la satisfaction des besoins des populations et à leur bien être et de revoir les systèmes d'aides aux entreprises afin que l'argent public soit réellement au service d'un emploi pérenne et durable socialement et écologiquement sur tous les territoires de notre grande région.

Yolande Guinle

### Expressions

## LA VITICULTURE EN CRISE

*La sécheresse estivale, la grêle, la concurrence croissante des vins espagnols ont lourdement frappé l'économie viticole de l'arc méditerranéen en Région Occitanie. S'en est suivi une chute du volume des vendanges dans l'Hérault, 1<sup>er</sup> département viticole d'Occitanie, l'Aude, les Pyrénées-Orientales et le Gard. Dans le même temps, dans l'Aude et dans l'Hérault, les viticulteurs dénoncent les prix pratiqués par la coopérative viticole Vinadeis. La Confédération Paysanne a déposé plainte au tribunal de Carcassonne. La préfecture d'Occitanie annonce une baisse du volume global de la récolte de 9% sur le bassin Languedoc-Roussillon.*

*Au sein de Nouveau Monde en Commun deux élu-es sont en prise avec cette crise sans précédent : Aurélie Genholer, viticultrice dans le Gard, et Patrick Cases chef de cave dans les Pyrénées-Orientales.*

**Patrick Cases, quelle est la situation économique actuelle du secteur viticole dans les P.-O. ? Peut-on parler de situation de crise ?**

La réalité viticole dans les Pyrénées-Orientales s'annonce comme l'année de tous les dangers. Les vendanges 2016, sans vouloir paraphraser Steinbeck, risque de ressembler aux raisins de la colère. La récolte 2016 sera celle des plus faibles rendements enregistrés pour la viticulture catalane.

**Pourquoi cette baisse de production ?**

La raison de cette baisse n'est pas due à un mauvais état sanitaire du vignoble, ni au passage de la grêle, mais tout simplement à une sécheresse avérée sur notre département. L'ampleur de la baisse est globale et varie suivant les secteurs. Elle balance tristement entre 20% et 70% suivant les terroirs et fragilise l'équilibre économique de la filière, avec un rendement de vingt six hectolitres par hectare. Dans ce contexte, certaines exploitations ne pourront même pas faire face à la demande. Cette sécheresse s'abat sur un vignoble déjà fragilisé par de longues années d'arrachage.. En trente deux ans, la production est passée de un million

sept cent mille hectolitres à très probablement moins de six cent mille cette année. Dans une viticulture mondialisée l'avenir du vignoble des Pyrénées Orientales doit passer un terrible cap, une réflexion collective urgente s'impose.

**De quoi la filière a-t-elle besoin ?**

Des pistes nouvelles doivent être explorées pour maintenir une activité agricole sur nos territoires. Elles doivent garantir un revenu à l'hectare digne pour les agriculteurs et les salarié-es. Il faudra avoir une réflexion sur quelle production nous voulons et comment intégrer et améliorer le système d'irrigation. Il faudra avoir un autre regard sur le matériel végétal pour l'adapter au changement climatique. Dans notre nouvelle région, le vignoble catalan pèse un modeste petit cinq pour cent. A contrario, il occupe une place économique importante dans notre département, il est le ciment de la cohésion sociale et environnementale des populations. Dans ce contexte, il devient un enjeu politique majeur. Les élu-es de *Nouveau Monde en Commun* relèveront le défi!